

PAGES DE JOURNAL

II

G. P.

Volume 37, Number 4, 1970

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1103674ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1103674ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

P., G. (1970). PAGES DE JOURNAL : II. *Assurances*, 37(4), 312–322.

<https://doi.org/10.7202/1103674ar>

PAGES DE JOURNAL¹

II

par

G. P.

Milan, avril 1969

312

J'ai noté l'influence du commerce à Venise et des grands marchands mettant à la disposition du clergé et des artistes les moyens matériels nécessaires. C'est, avec le talent, la source de cet extraordinaire mouvement artistique que l'on constate à Venise. On y voit tour à tour l'influence de Byzance et celle de Rome, suivant les aléas et les volte-face de la politique, orientée par les grands Boutiquiers qu'étaient les Vénètes du Moyen-Âge et de la Renaissance.

Avec les difficultés du commerce maritime, une fois qu'on a commencé à contourner le Cap de Bonne Espérance, la puissance économique est passée ailleurs. Milan, par exemple, a eu le commerce intérieur de la soie. C'est à ce moment-là qu'on y a disposé de l'argent nécessaire pour construire cet extraordinaire monument qu'est la Cathédrale. Ici ce n'est pas l'influence byzantine qui a prévalu. C'est un style plus récent, le gothique qui se prête à d'extraordinaires audaces. C'est le règne de l'arc brisé — de plus en plus haut — et l'époque des vitraux splendides, dont on n'a jamais trouvé le secret des couleurs.

Napoléon a laissé des traces de son passage à Milan. Cet arc de triomphe, par exemple, commencé sous son règne et terminé beaucoup plus tard, cette épée d'apparat, incrustée de nacre, que l'on garde précieusement au Musée de la Scala, au milieu des souvenirs de l'histoire de la musique. Il y en a de moins glorieux. Les chevaux des armées de Napoléon ont été logés dans le réfectoire du Couvent des Dominicains, où se trouve la *Dernière Cène*. L'acide s'échappant de l'urine a contribué à abîmer les fresques. Quels sauvages, au fond, étaient ces soldats de tous rangs, venus de leur campagne, frustes et que n'intéressaient nullement les vestiges d'une époque artistique glorieuse. Comme niveau moyen, ils devaient être à peu près les soldats de Staline, que mon ami Henry de la Myre Mory a connus à son

¹ Dont la première partie a paru dans le numéro de juillet 1969 de la Revue.

retour d'Allemagne et que le docteur H. . . . nous décrivait un jour que nous dînions chez lui à Vienne, dans son appartement confortable du Ring: « barbares qui se soulaient à la journée longue, ne respectaient rien et élevaient un cochon dans leur chambre au milieu des meubles d'époque ».

Verdi a vécu longtemps dans l'hôtel où nous sommes: le « Grand Hôtel et de Milan ». C'est un titre de gloire de cette hôtellerie. Même si le guide Michelin lui accorde trois étoiles, on ne peut que constater l'usure des tapis, la grisaille des meubles et des murs qui ont cette couleur sale dont le temps les a revêtus. La chaleur des calorifères a laissé une teinte noirâtre sur la peinture au-dessus: toutes choses qui indiquent une dégradation à laquelle il faudrait voir si on ne veut pas que la maison perde sa cote, avec ses étoiles dans le guide Michelin: barème pourtant plus sûr.

313

A l'époque de Verdi, il n'y avait sans doute pas de tramways. Ils passent toute la nuit, sous notre fenêtre, avec un bruit de ferraille et des grincements que nous avons oubliés depuis que la C.T.M. a envoyé les nôtres vers d'autres voies de garage.



Nous sommes allés à la Scala, hier. Nous y avons retrouvé le souvenir du compositeur dont on donnait « Le Bal », ce soir-là. Joué pour la première fois en 1862, l'opéra a été repris en avril 1969. La mise en scène, les décors, les costumes sont somptueux, la musique et le chant sont remarquables, quoique un peu guindés. L'ennui pour nous, gens d'Amérique, c'est que tout cela sonne faux, archi-faux. L'intrigue se passe en 1650 à Boston, où le gouverneur de la ville, Richard de Warwick, est l'objet d'un complot. Il aime la femme de son principal collaborateur qui l'apprend, devient exaspéré et accepte de le tuer au milieu d'un bal. Tout en se tordant les bras de désespoir, l'héroïne essaie d'empêcher l'assassinat. Elle n'y réussit pas et le gouverneur est poignardé au milieu du bal: ce qui ne l'empêche pas de chanter jusqu'à son dernier souffle avec une voix juste, forte et d'un admirable registre. Tout est faux parce qu'il s'agit d'un complot comme il s'en tramait à Venise ou à Florence à l'époque. Les Quakers, qu'allaient combattre ou abattre dans leurs expéditions punitives Canadiens et Sauvages, n'étaient pas vêtus aussi somptueusement. Ils n'évoluaient pas dans un cadre que les Médicis, les Visconti, les Sforza et les Doges de Venise n'auraient pas renié. A cette époque, les Quakers

n'auraient pas raisonné ou chanté ainsi. J'ai scandalisé ma femme en lui disant que tant que l'Opéra resterait ainsi un divertissement à grands spectacles, il survivrait. Les danses, le chant, le décor, la musique en font un super-spectacle de music-hall. J'ai risqué que c'était en beaucoup mieux, en très soigné dans le détail et avec des chanteurs à la voix admirable, vêtus somptueusement et avec la plus grande décence, une représentation des Ziegfield Follies ou du Casino de Paris. Tant que cela durera, les gens consentiront à payer fort cher l'occasion de voir un spectacle agréable aux yeux et aux oreilles. À part cela, tout est faux, conventionnel et aussi loin que possible de la vie. Richard de Warwick n'en finissait plus de mourir et de chanter, fort bien encore une fois.

Comme ailleurs, la vente des billets donne lieu à la Scala à un marché noir assez déplaisant. En passant par le concierge, j'ai payé 14.000 livres des billets qui se vendent normalement 10.000. Mais n'y a-t-il pas là le même abus que pour les billets de hockey chez nous ?

La salle de la Scala à Milan est magnifique. Elle a six étages de loges, une décoration en blanc et or, un lustre énorme et splendide. Chose curieuse, il n'y a pas de fresque au plafond, qui m'a paru être revêtu simplement d'un produit destiné à améliorer l'acoustique. C'est ainsi qu'on a sacrifié l'aspect artistique au rendement technique.

Les placiers sont solennels comme des huissiers de grande église. Ils portent une sorte de queue de pie noire, boutonnée jusqu'au col, qui laisse paraître un liséré blanc. Ils ont au cou une chaîne qui soutient une médaille d'argent, insigne de leur fonction; ce qui ne les empêche pas de recevoir sans vergogne, mais, avec dignité, la piécette que l'usage du lieu leur réserve. Ils le font avec la bonne grâce et la condescendance d'un serviteur du public, admis dans cette enceinte où comptent les amitiés et les traditions.



L'État entretient les églises avec un certain retard ici comme en France. Il faut dire qu'il y en a un nombre considérable et que cela pose des problèmes de budget. Il aurait été si facile d'en laisser la charge aux fidèles. Mais cela soulève des questions si âprement et si longtemps débattues qu'il vaut mieux ne pas y revenir.

Dans tous les pays, la pérennité des œuvres et des choses est assurée d'abord par l'État, puis par les communautés religieuses, les

universités, et les grandes sociétés. Il est rare, en effet, qu'une propriété — comme ce très bel hôtel particulier que nous avons vu à Vicence — reste dans la même famille pendant trois cents ans. Quelques fermes dans la province de Québec sont encore occupées par les mêmes gens depuis le xviii^e siècle, mais il y en a si peu, tant la société actuelle a le goût du changement.

La communauté religieuse se survit. C'est ce qui en fait aussi un élément de continuité. Il lui arrive des avatars. Ainsi, il y a plusieurs années, tel Ordre a failli tout perdre, parce qu'en un jour d'égarement, il a joué le tout pour le tout sur les tramways de Détroit. C'est le gouvernement provincial qui l'a sauvé d'une lamentable faillite. Il semble que les communautés de femmes aient davantage le sens de la stabilité. Cependant, l'attitude du gouvernement provincial en matière d'instruction publique a fait que plusieurs immeubles nouveaux sont passés en d'autres mains que les ordres religieux qui les avaient construits. D'autres, devenus lourds à porter, ont été remis au meilleur prix à l'État ou à des sociétés mixtes, des hôpitaux ou des œuvres de charité. Il y a là une étape dans l'évolution sociale au Canada français, la communauté religieuse se retirant graduellement d'une fonction que d'autres temps et d'autres circonstances lui avaient fait remplir. Malgré les ébranlements et les soubresauts de tous les temps, l'Église se maintient, même si l'édifice se lézarde parfois. À l'occasion de la consécration épiscopale dans l'Église des Carmes à Paris, le Père Marquet le rappelait dernièrement. C'est là qu'en septembre 1792, on a massacré des évêques et des prêtres. C'est là aujourd'hui que le Père Daniélou, jésuite, a été sacré évêque et le lendemain, cardinal, dans une atmosphère un peu houleuse il est vrai.

La grande entreprise, elle aussi, a une existence qui peut être longue si elle est bien administrée. Un exemple très curieux, c'est cette société anglaise connue sous le nom de *Gentlemen Adventurers of Hudson Bay Company*. L'aventure, c'était bien ce que tentaient les actionnaires qui envoyaient chercher de précieuses pelleteries dans la Baie d'Hudson au xvii^e siècle. Ils ont posé les bases d'une entreprise qui s'est perpétuée avec des fortunes diverses: établissements détruits par les Français, navires saisis ou détruits par la flibuste, luttes avec les anglophones du Sud après la conquête de la Nouvelle-France, fusion avec la Compagnie des Bourgeois du Nord-Ouest, vente des terres de l'Ouest pour permettre l'expansion politique du Canada. La société existe encore, même si ses initiatives englobent d'autres sphères que

les fourrures et le troc avec les Esquimaux: entreprises minières, grands magasins, propriétés foncières, etc.

Les grandes banques également sont un exemple de continuité, telle la Banque de Montréal fondée en 1817 et restée le centre aristocratique des affaires financières au Canada.

316 L'État reste le plus stable des continuateurs. Il est le grand propriétaire ¹. Il augmente graduellement le patrimoine public, même s'il ne l'entretient pas toujours comme il le devrait. Il est rare qu'il consente à se défaire d'un bien acquis, transmis ou exproprié plus ou moins brutalement sur ses sujets ou conquis sur ses voisins. L'État-entrepreneur existe dans la province de Québec. Il le restera sans doute sous quelque régime que ce soit. Il a l'électricité, la radio éducative. Il aura bientôt des transports aériens. Il produit de l'acier, du bois, des produits alimentaires, du sucre. Il vend des vins et des alcools. Par le truchement de sa Caisse de dépôts et de placements, il amasse des sommes qui lui permettent de s'intéresser graduellement à l'industrie et au commerce par des participations minoritaires, mais efficaces. Jusqu'où ira-t-il dans ce domaine? Il est difficile de le dire. Tout dépendra de la situation politique de la province durant les années à venir. Les éléments les plus avancés insisteront sans doute pour atteindre le plus tôt possible à la socialisation intégrale de l'entreprise. On aurait tort d'y consentir cependant, car ce serait encore affaiblir une économie qui sera fortement ébranlée durant la période de transition. Pourquoi ne ferait-on pas comme la sage Suède, où environ 90 pour cent de l'entreprise appartient à l'initiative privée, que l'État taxe ensuite pour réaliser une politique socialiste très avancée?

Lisbonne, 21 avril

Pierre Gaxotte dans *Le Figaro* mentionne qu'à un cours de grec, deux étudiants se sont mis nus pour corser un peu le chahut mené par des agitateurs professionnels. Le spectacle aurait peut-être valu la peine s'il s'était agi de demoiselles bien faites et non de quelconques specimens humains, maigrelets et aux omoplates proéminentes. Pour le professeur, la situation est évidemment un peu gênante. Je ne me

¹ Dans notre pays, comme dans tout pays neuf, tout lui appartient dès le début, mais pour se développer, il a besoin des hommes. Il leur attribue une part croissante du territoire, mais le fonds lui reste. Dans les pays d'allégeance communiste, il possède théoriquement tout.

vois pas très bien expliquant la règle proportionnelle dans des circonstances pareilles.

Je disais à ma femme qu'il m'était arrivé de faire face à des mouvements un peu houleux à mes cours. Je les avais mâtés en quittant la salle et en disant: « Messieurs, si je viens ici, c'est qu'il m'intéresse de vous communiquer ce que je sais. Il y a là une gymnastique intellectuelle à laquelle je me plais, si elle se poursuit dans l'ordre ». Avec son bon sens ordinaire, ma femme m'a répondu: « Peut-être, cela donnait-il des résultats autrefois, mais je ne crois pas que cela pourrait se faire maintenant ». Elle a raison sans doute. Mais je ne me vois pas gardant mon sérieux et pouvant continuer d'enseigner devant ces corps nus d'adolescents boutonneux ou d'éphèbes à la peau d'une blancheur cadavérique en attendant que les longues stations sous le soleil les ait transformés en indiens débonnaire.

317



Après cela, puis-je, noter que je suis allé ce matin à la messe à San Geronimo. Cette église est, je pense, un des rares vestiges antérieurs au tremblement de terre du XVIII^e siècle, qui a détruit la ville presque entièrement. En face du temple, on a élevé un monument aux découvreurs, c'est-à-dire à tous ceux qui, aux XV^e et XVI^e siècles, ont fait du Portugal, sous l'influence d'Henri le Navigateur, une puissance maritime qui a arrêté net celle de Venise. Une mosaïque de marbre rappelle les étapes principales du périple vers l'Orient: des Açores, en 1427 je crois, au Japon en 1541. C'est pendant cette période que les Portugais ont eu une extraordinaire richesse, tant que les Anglais et les Hollandais ne les ont pas écartés de leur négoce maritime, en leur barrant la route. Comment se fait-il que ce petit pays ait pu tant faire sous l'impulsion d'un homme entouré des marins qu'il avait formés et que, plus tard, il ait été réduit à l'arrière-plan? Il est vrai, qu'il fut la proie d'intrigues, de divisions et de gens qui ne pensaient qu'à eux.

Puis, Salazar est venu. Il a été bien critiqué, mais il a sûrement apporté à ses gens la paix et la possibilité de réorganiser le pays. Ce sont les résultats de ses initiatives que nous constatons d'année en année depuis que nous venons à Lisbonne. Son successeur continue son œuvre, mais avec un peu moins de raideur, semble-t-il. La police reste la grande autorité à laquelle il faut éviter de se heurter, nous répète notre ami X. Il en parle avec un respect qui en dit long. On n'a pas encore rétabli le droit de grève, ce qui est inacceptable dans une

société libre; mais c'est que, justement, elle ne l'est plus guère au Portugal.

Pourquoi ne se débarrasse-t-on pas d'Angola, ai-je dit à mon interlocuteur ? Il a sursauté. « Angola représente trop pour nous au point de vue national et économique, a-t-il dit. Nous y avons une œuvre qu'il nous faut continuer ». Et je pense moi-même: il y a le pétrole qui commence à être extrait de Cabinda et de ses environs.

318 Quand on réfléchit à tout ce qui s'est passé dans d'autres parties de l'Afrique noire, après la décolonisation, on se demande si les Portugais n'ont pas raison de s'arc-bouter. Pour conclure ainsi, il faut sans doute oublier la propagande, dont on nous abreuve et se persuader que les Angolais sont aussi bien dirigés que les Portugais. C'est difficile à affirmer ou à nier car, des deux côtés, on dit si peu de choses qui ne soient entachées de propagande.



Tout à l'heure, nous sommes allés déjeuner avec nos amis portugais dans une belle hôtellerie, ouverte par l'État dans un ancien palais royal, à côté de Sintra. Le cadre est magnifique et la vue splendide, les meubles sont de style et les garçons en habit brun et gants blancs. La table et la cave sont soignées. Le déjeuner excellent nous a coûté \$28. pour quatre personnes, vins et apéritifs compris. Sans vouloir juger un régime par cela — ce qui serait enfantin — il faut admettre que l'État, qui a réalisé la chaîne des posadas que nous connaissons, a bien des choses à enseigner à nos gens. Ceux-ci y trouveraient matière à des solutions nouvelles même si nous n'avons pas les mêmes souvenirs, les mêmes vieilles pierres, le même cadre ancien. C'est cela qui fait partiellement le charme de ce pays. Il a été longtemps sous la férule d'un vieil homme, intelligent, mais autocrate. Forcé par la maladie, il s'est retiré du pouvoir, mais on l'a laissé vivre dans le même cadre, face à la mer. Il y mourra un jour ou l'autre. On ne l'aura pas mis à la porte comme tant d'autres, dont on s'est débarrassé quand on ne les a plus jugés essentiels. Je pense à Clémenceau et à Churchill et un peu à de Gaulle. Il faut dire que ce dernier a été bien imprudent de lier son sort à un référendum qui, à Paris, ne nous a paru ni nécessaire, ni vraiment souhaité par le plus grand nombre. Déjà *l'Institut de l'opinion publique* avait annoncé le résultat probable quelques jours avant le vote du 27 avril. On n'avait pas voulu y croire, mais, pour Germaine et moi qui avions parlé avec beaucoup de gens (des chauffeurs de taxi en montant) le sort en était jeté. Superbement, de Gaulle a donné sa

démission dès qu'il a connu le résultat. Quelque temps plus tard, *Paris-Match* nous a apporté la photo d'un vieil homme durement atteint dans son orgueil, à la sortie de l'église de Colombey-les-deux-Églises. Il avait le masque contracté de celui qui n'a pas encore pu réagir à la dureté du coup.

Montréal, 1^{er} juin

C'est aujourd'hui qu'on vote en France. Comme je serai à Ottawa, je demanderai un téléviseur dans ma chambre pour voir le résultat. Tout est bien flou, bien indécis en France en ce moment. Les chiffres fournis par *l'Institut de l'opinion publique* indiquent l'imprécision des esprits. Quelle puissance ont les organismes de ce genre, qui agissent sur les indécis, les *suiveux*. Dans tous les pays démocratiques, il y a une masse qui se déplace en dernière minute et qui donne la victoire à tel ou tel groupe ou brouille les cartes. Est-on justifiable de laisser se créer ainsi une troisième force qui agit insidieusement sur l'opinion, en recueillant les avis d'un petit nombre de gens. Si elle ne la dirige pas, tout au moins influence-t-elle profondément la partie de la population la plus mobile, la plus apte à se préoccuper de l'avis des autres. Troisième force puisqu'en deça de la foule et au-dessus de la machine électorale, elle oriente les gens vers des conclusions qui ressortent de ses chiffres.

319



Ottawa, 2 juin

Il y a eu hier soir ouverture officielle de la réunion de juin à la Société Royale du Canada. La cérémonie avait lieu à la Bibliothèque Nationale, que dirige maintenant un des membres les plus distingués de notre section. Il y a remplacé X, qui pendant longtemps, l'a tenue bien en main. Le nouvel immeuble est somptueux et les rayons sont abondamment pourvus. Ce doit être un rêve longuement caressé par notre collègue que d'en prendre la direction. Son prédécesseur était un homme cultivé, mais incapable de pousser le désintéressement jusqu'à parler le français qu'il connaît assez bien. Il est, je pense, le prototype de l'Anglo-Canadien, qui s'arc-boute dans sa résistance à la langue française. J'en ai eu un autre exemple à un niveau beaucoup plus bas ce soir, à l'hôtel où je me trouvais. Je demandais en français qu'on m'éveillât le lendemain à huit heures. On me répondit sans aucune excuse: « *I don't speak French* ». Et comme agacé, je disais: « *Is this not a bilingual country?* », l'autre ajouta: « *No, Sir* ». Il y a là une remarque stupide sans doute, mais qui indique un état d'esprit; peut-

être est-ce la réaction instinctive d'un certain nombre de gens devant l'effort fait par le gouvernement fédéral. Et nous sommes à un mille à peine de la province de Québec ! Chaque fois que je viens à Ottawa, j'ai l'impression très nette d'entrer dans un pays étranger. Ma femme disait cela à une de nos amies qui lui confia : « Vous n'êtes pas la seule. Je sens chez ma fille qui habite Ottawa un agacement, une agressivité qui m'étonne, mais en dit long. »

3 juin

320

Nous étions invités aujourd'hui chez le gouverneur général, dans cette propriété de Rideau Hall où ont vécu, il y a moins d'un siècle, le marquis de Lorne et la princesse Louise: cette très charmante fille de la Reine Victoria. Dans le lointain, on voit les tours du Parlement à travers les arbres, comme le marquis de Lorne les apercevait à la fin du siècle dernier. Le paysage est splendide. Il y a aussi ce grand parc où on a réuni des essences très variées, et où l'on a des tulipes multicolores et fermes sur leur tige. Il y en a de noires, de rouges et de blanches à cette époque où la floraison est abondante et riche en couleurs.

Vers six heures, Son Excellence M. Michener est venu nous recevoir avec Madame Michener, tout de bleu vêtue. Elle a dit quelques mots aimables à mon voisin, Monseigneur Parent, lorsque discrètement, un aide-de-camp lui eût signalé la présence de celui-ci. Sa petite-fille est à l'Université Laval en ce moment, pour le cours d'été. C'est ce qu'elle a rappelé à l'aimable prélat, ex-président de la Commission qui, très courageusement, a transformé le régime scolaire de la province de Québec.

Madame Michener parle le français avec un accent, mais gentiment. Avant d'être gouverneur général, lui était avocat et homme politique. À un moment donné, il fut, je crois, le procureur de la Fédération des courtiers d'assurances au Canada. C'est presque une révolution que d'avoir un Canadien à Rideau Hall, depuis que Sir Vincent Massey a contribué à briser une tradition vieille de plus d'un siècle. On l'a fait dans l'espoir de conserver des liens qui menaçaient de se rompre. Le soir même, j'ai eu l'occasion de discuter de nos relations avec la monarchie britannique, au cours d'un dîner où on a distribué les médailles de la Société Royale. J'avais comme voisin un professeur de géologie, né à Ste-Agathe et qui habite Saskatoon. Que pensez-vous du régime monarchique au Canada lui ai-je demandé à tout hasard ? Bien peu

de chose, m'a-t-il répondu. Il a paru étonné que, de mon côté, je ne m'y oppose pas. La Reine, lui ai-je dit, n'est pas venue souvent au Canada. Elle ne nous gêne pas. Chaque fois qu'elle a parlé, elle l'a fait avec intelligence et bien. Elle est charmante. Je crois que la famille royale apporte à notre régime constitutionnel un élément d'équilibre, de mesure qui est utile en ce moment. Je le dis, cependant, avec un enthousiasme bien modéré. Tiens, a ajouté mon interlocuteur, « je me serais attendu à une opinion bien différente ! »



La réaction de certains intellectuels canadiens-français devant la Société Royale du Canada est curieuse. L'un d'eux, par exemple, sociologue de renom, a dit récemment devant un journaliste qui a rapporté le propos: « Sans la Société Royale, je n'aurais pu poursuivre mes études en Europe ». Et il vient de démissionner, sans doute parce que, dans son esprit, la Société est reliée au régime fédéral dont il ne veut pas. Un autre, à qui j'offrais d'entrer dans la Société, m'a dit: « Je voudrais consulter d'abord. » Entre d'autres sociétés et la nôtre, il y a, il est vrai, un antagonisme assez déplorable qu'inspire le grand maître de l'une d'elles. Il a été des nôtres, il y a plusieurs années, à un moment où le recrutement était faible. Il nous a quittés en claquant les portes, à sa manière ordinaire. Depuis, les relations ont toujours été difficiles. Je le déplore car c'est un homme d'une grande intelligence et d'un goût très fin.



À Ottawa, cette année, on a présenté des travaux intéressants dans notre section. Ce que j'aime, c'est qu'on y rencontre des hommes de formation équivalente dans des disciplines bien différentes. Notre section est devenue officiellement celle des lettres et des sciences humaines, après avoir été longtemps celle des humanités. Assez curieusement, la section II a choisi d'être la *Section of Humanities and Social Sciences*. Il y a là une légère distinction. De notre côté, nous avons trouvé la mention *sciences sociales* insuffisante pour comprendre les philosophes, les géographes, les linguistes, les juristes et les anthropologues.

Au cours de mon séjour de deux ans au Conseil de la Société, j'ai assisté aux chocs sourds et parfois violents des disciplines parmi les scientifiques surtout. Certains voulaient une académie comme nous de la section I, venus un peu tardivement à la rescousse. La section II

a mis brutalement les freins, en invoquant que nous risquions de bouleverser la Société. Nous nous sommes inclinés, mais l'échauffourée a eu lieu autour du nom à donner à la section des sciences, qui se refusait à reconnaître aux mathématiques un caractère scientifique. C'est un langage, une forme d'expression, disait-on, non une science. Finalement, en bons anglo-saxons, ils ont tous accepté un compromis. Et c'est ainsi que la section III est devenue *Section of Mathematical and Natural Sciences*. À l'assemblée générale, on a accepté en français « section des sciences mathématiques et naturelles ». Un de nos nouveaux membres — linguiste chatouilleux — a bondi en insistant sur le fait que *natural sciences* et *sciences naturelles* n'avaient pas le même sens dans les deux langues. Une fois de plus, s'imposait une différence entre les deux idiomes qu'il faut observer si l'on veut éviter le charabia. Au Conseil, j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de faire reconnaître la chose. L'ennui, c'est que nous y sommes une minorité qui agace quand elle réclame. Or, tout est prétexte à réclamation. Pour les éviter, il faut être souple ou distrait, parfois. Certains pratiquent très bien cet art subtil en milieu anglophone. Moi, je m'accroche souvent dans les fleurs du tapis.
